



Audit & Strategy

EO2

**Société anonyme au capital de 2.466.713 Euros
36 avenue Pierre Brossolette 92240 MALAKOFF
493 169 932 RCS NANTERRE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

EXERCICE CLOS LE 28 FEVRIER 2019

Aux actionnaires,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société EO2 relatifs à l'exercice de 12 mois clos le 28 février 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} mars 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Comme précisé en point 3 « Bases de préparation » de la note 1 « Présentation du groupe, faits marquants et principes de consolidation » de l'annexe des comptes consolidés, l'établissement des états financiers oblige la Direction à réaliser des estimations et à émettre des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur les montants inscrits dans les comptes notamment concernant les stocks, les actifs immobilisés, les provisions pour risques et charges et pour dépréciation et les actifs d'impôts différés.

Nous avons, pour l'ensemble de ces éléments, vérifié le caractère approprié des règles et méthodes comptables suivies et des informations données dans les notes annexes. Nous avons également examiné la cohérence des hypothèses retenues, la traduction chiffrée de celles-ci ainsi que la documentation disponible et procédé sur ces bases à l'appréciation du caractère raisonnable des estimations réalisées.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ENTITE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDES

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative

provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Quincy-Voisis

Le 28 juin 2019



Franch CHARTON
AUDIT & STRATEGY
FINANCE MANAGEMENT
Société de commissariat aux comptes

BILAN CONSOLIDE

| Données en K€ | Notes | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|--|-----------|---------------|---------------|
| ACTIF | | | |
| Ecart d'acquisition | 4 | | 152 |
| Immobilisations incorporelles | 5 | 32 | 43 |
| Immobilisations corporelles | 6 | 16 811 | 16 413 |
| Immobilisations financières | 7 | 138 | 194 |
| Titres mis en équivalence | | | |
| Actif immobilisé | | 16 981 | 16 803 |
| Stocks et encours | 8 | 2 275 | 3 894 |
| Clients et comptes rattachés | 9 | 3 867 | 3 650 |
| Autres créances et comptes de régularisation | 9 | 2 389 | 1 779 |
| Actifs d'impôts différés | 10 | 198 | 162 |
| Valeurs mobilières de placement | 11 | 72 | 125 |
| Disponibilités | 11 | 4 103 | 3 718 |
| Actif circulant | | 12 904 | 13 327 |
| TOTAL ACTIF | | 29 885 | 30 130 |
| PASSIF | | | |
| CAPITAUX PROPRES | | | |
| Capital émis | 12 | 2 467 | 2 467 |
| Primes d'émission | | 7 462 | 7 462 |
| Autres réserves | | 4 650 | 3 384 |
| Titres en auto-contrôle | | (142) | (56) |
| Résultat de l'exercice | | 699 | 692 |
| Capitaux propres part du groupe | | 15 136 | 13 948 |
| Interêts minoritaires | 12 | 2 461 | 1 912 |
| Autres fonds propres | | | |
| Provisions pour risques et charges | 13 | 412 | 1 174 |
| Emprunts et dettes financières | 14 | 7 337 | 7 565 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 15 | 3 330 | 4 303 |
| Autres dettes et comptes de régularisation | 15 | 1 209 | 1 227 |
| Dettes | | 11 876 | 13 095 |
| TOTAL PASSIF | | 29 885 | 30 130 |

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

| Données en K€ | Notes | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|--|-----------|-----------------|-----------------|
| CHIFFRE D'AFFAIRES | 16 | 25 471 | 19 465 |
| Autres produits d'exploitation | 17 | (697) | 5 226 |
| Produits d'exploitation | | 24 774 | 24 691 |
| Achats et variations de stocks | 18 | (10 126) | (10 181) |
| Autres achats et charges externes | 19 | (8 934) | (9 488) |
| Impôts et taxes | 20 | (237) | (154) |
| Charges de personnel | 21 | (2 821) | (2 706) |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | 22 | (1 761) | (1 483) |
| Charges d'exploitation | | (23 880) | (24 011) |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 894 | 679 |
| RESULTAT FINANCIER | 23 | (220) | (210) |
| RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES | | 674 | 469 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 24 | 270 | 140 |
| Impôt sur les résultats | 25 | (184) | (56) |
| RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES | | 760 | 554 |
| QPt dans les résultats sociétés mises en équivalence | | | |
| Dotations aux amts / Reprises des écarts d'acq. | | (144) | (3) |
| RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE | | 616 | 550 |
| Intérêts minoritaires | | (82) | (142) |
| RESULTAT NET PART DU GROUPE | | 699 | 692 |
| Résultat net de base par action (en euros) | 26 | 0,29 | 0,28 |
| Résultat net dilué par action (en euros) | 26 | 0,29 | 0,28 |

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

| Données en K€ | Notes | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|---|-----------|----------------|----------------|
| Résultat net des sociétés intégrées | | 760 | 554 |
| Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité : | | | |
| Amortissements, provisions et reprises de subventions | | 1 423 | 1 164 |
| Variation des impôts différés | | 184 | 13 |
| Plus ou moins values de cession | | (125) | (12) |
| Autres éléments sans incidence sur la trésorerie | | (1) | |
| Marge brute d'autofinancement | | 2 242 | 1 719 |
| Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité | 28 | 518 | (861) |
| Flux net de trésorerie généré par l'activité | | 2 759 | 858 |
| Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement : | | | |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles | | (14) | (17) |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | | (1 054) | (1 092) |
| Variation des dettes sur immobilisations | | (14) | (81) |
| Variation des immobilisations financières | | 56 | 5 |
| Cession d'immobilisations | | 130 | 44 |
| Incidence des variations de périmètre | | | |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement | | (895) | (1 141) |
| Flux de trésorerie lié aux opérations de financement : | | | |
| Dividendes versés aux actionnaires de la société mère | | | (347) |
| Encaissement / décaissement sur titres en auto-contrôle | | (156) | 2 |
| Emissions d'emprunts bancaires | | | 157 |
| Remboursement des emprunts bancaires | | (1 354) | (1 438) |
| Variation des autres dettes financières | | | 48 |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement | | (1 511) | (1 578) |
| Incidence des variations de cours des devises | | | |
| Variations de trésorerie | | 354 | (1 861) |
| Trésorerie d'ouverture | 29 | 3 797 | 5 658 |
| Trésorerie de clôture | 29 | 4 150 | 3 797 |

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

| Données en K€ | Nombre de titres | Capital | Primes | Reserves consolidées | Autocollable | Résultat | Part du groupe | Capitaux propres consolidés |
|---------------|------------------|---------|--------|----------------------|--------------|----------|----------------|-----------------------------|
|---------------|------------------|---------|--------|----------------------|--------------|----------|----------------|-----------------------------|

| CAPITAUX PROPRES AU 28/02/17 | | | | | | | | |
|--|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|-------|
| | 2 466 713 | 2 467 | 7 812 | 1 643 | (28) | 562 | 12 455 | 659 |
| Affect. du résultat antérieur en réserves | | | | 562 | | (562) | | |
| Distribution de dividendes | | | | (347) | | (347) | | |
| Résultat de la période | | | | | | 692 | | (42) |
| Variation de périmètre | | | | | (28) | | | (42) |
| Variation des titres en autocollable | | | | 20 | | | | |
| Bonif. mali sur autocollable | | | | 156 | | | | 1436 |
| Variation des subventions d'investissement | | | | (350) | | | | |
| Autre | | | | | | | | |
| CAPITAUX PROPRES AU 28/02/18 | | | | | | | | |
| | 2 466 713 | 2 467 | 7 462 | 3 384 | (56) | 692 | 13 948 | 1 912 |
| Affect. du résultat antérieur en réserves | | | | 692 | | (692) | | |
| Résultat de la période | | | | | | 699 | | (62) |
| Variation des titres en autocollable | | | | | (66) | | | |
| Bonif. mali sur autocollable | | | | (70) | | | | |
| Variation des subventions d'investissement | | | | 645 | | | | 631 |
| | | | | | | | | |
| CAPITAUX PROPRES AU 28/02/19 | | | | | | | | |
| | 2 466 713 | 2 467 | 7 462 | 4 650 | (142) | 699 | 15 136 | 2 461 |

NOTES ANNEXES

| | |
|--|----|
| Note 1. PRESENTATION DU GROUPE, FAITS MARQUANTS ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION | 11 |
| Note 2. RISQUES ET INCERTITUDES | 13 |
| Note 3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION | 13 |
| Note 4. ECARTS D'ACQUISITION | 15 |
| Note 5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 16 |
| Note 6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 17 |
| Note 7. IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 19 |
| Note 8. STOCKS ET ENCOURS | 19 |
| Note 9. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES, AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION | 21 |
| Note 10. IMPOTS DIFFERES | 22 |
| Note 11. DISPONIBILITES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | 23 |
| Note 12. CAPITAUX PROPRES PART GROUPE ET INTERETS MINORITAIRES | 23 |
| Note 13. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 24 |
| Note 14. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES | 25 |
| Note 15. FOURNISSEURS, AUTRES DETTES D'EXPLOITATION ET COMPTES DE REGULARISATION | 26 |
| Note 16. CHIFFRE D'AFFAIRES | 27 |
| Note 17. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION | 27 |
| Note 18. ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS | 28 |
| Note 19. AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES | 28 |
| Note 20. IMPOTS ET TAXES | 28 |
| Note 21. CHARGES DE PERSONNEL | 29 |
| Note 22. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS D'EXPLOITATION | 29 |
| Note 23. RESULTAT FINANCIER | 30 |
| Note 24. RESULTAT EXCEPTIONNEL | 30 |
| Note 25. IMPOT SUR LES RESULTATS | 31 |
| Note 26. RESULTAT DE BASE ET RESULTAT DILUE PAR ACTION | 31 |
| Note 27. INFORMATION SECTORIELLE | 32 |
| Note 28. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT | 33 |
| Note 29. TRESORERIE DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES | 33 |
| Note 30. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE | 33 |
| Note 31. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES | 33 |
| Note 32. ENGAGEMENTS HORS BILAN | 34 |
| Note 33. REMUNERATION DES DIRIGEANTS | 34 |

Note 1. PRESENTATION DU GROUPE, FAITS MARQUANTS ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION

1. Présentation du groupe et principes généraux

Groupe industriel français, Le Groupe EO2 est un acteur du secteur des énergies renouvelables spécialisé dans la production de granulés bois. Il est une référence dans la fabrication et la commercialisation de granulés de bois (pellets), combustible écologique, économique et confortable, destiné à alimenter les chaudières des particuliers et des collectivités.

Les comptes consolidés d'EO2 sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement CRC n°99-02 relatif aux comptes consolidés des entreprises industrielles et commerciales.

Les comptes consolidés comprennent ceux d'EO2 ainsi que ceux de ses sociétés affiliées. Cet ensemble forme Le Groupe. La liste des principales sociétés figure dans la note 3.2. Périmètre de consolidation.

2. Faits marquants de l'exercice

- Poursuite de la croissance du parc de matériel de chauffage

Le fond du marché qui se matérialise par la forte croissance des installations de matériel de chauffage à granulés bois reste très favorable. L'augmentation du prix des énergies fossiles sur le dernier semestre a accéléré cette tendance.

- Modification de la stratégie tarifaire

Si le 1^{er} semestre de l'exercice a affiché une baisse de la performance opérationnelle par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent, le 2nd semestre a tenu toutes ses promesses. Pour mémoire, le 1^{er} semestre de l'exercice précédent avait été marqué par des prix significativement au-dessus de la moyenne du marché... En fin de période, EO2 avait abaissé ses prix pour recoller au marché. La stratégie d'augmentation des prix sur l'exercice 2018/2019 a été plus progressive. Il en découle un 1^{er} semestre 2018/2019 en retrait par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent et a contrario un rattrapage et une amélioration du 2nd semestre par rapport au 2nd semestre de l'exercice précédent.

- WEYA : Redémarrage des activités

Comme anticipé, le résultat net de WEYA a connu une dégradation sur le 1^{er} semestre dont l'origine est la mise en service de la chaufferie de Cosne sur Loire qui a nécessité des ressources techniques et financières importantes. Les succès commerciaux significatifs ont commencé à porter leurs fruits dès le 2nd semestre de l'exercice. Les comptes des filiales d'exploitation ont été ponctuellement affectés par le lancement des activités -première année complète- pour C3L et par une modification de la politique de provision pour le réseau de RCAC.

- MMR : les pertes se creusent

Les pertes de MMR se sont aggravées sur l'exercice. Un changement de gérance n'a pas permis pour l'heure d'inverser la tendance. Pour autant, EO2 ne remet pas en cause son analyse fondamentale de l'importance d'être en capacité de mettre en place des stratégies d'importation afin d'accompagner la croissance du marché.

- EO2 rachète ses propres actions dans l'optique de les annuler

Dans le cadre du programme de rachat d'actions propres approuvé par l'Assemblée Générale Mixte du 28/08/18 (6ème résolution) et des autorisations données par cette assemblée, le Conseil d'Administration d'EO2, dans sa séance du 21/12/2018, a pris la décision d'acheter ses propres actions avec pour objectif de les annuler. Aussi, les 40 838 actions auto détenues représentant 1,6 % du capital social seront annulées. En conséquence, une fois les formalités d'annulation de titres accomplies, le capital social de la société s'élèvera à 2 425 875 € divisé en 2 425 875 actions.

3. Bases de préparation

Les états financiers sont présentés en euros, sauf indication différente, et sont arrondis au millier le plus proche.

L'établissement des états financiers de la société oblige la Direction à réaliser des estimations et à émettre des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur les montants inscrits dans les comptes. Ces estimations concernent notamment les stocks, les actifs immobilisés, les provisions pour risques et charges et pour dépréciation et les actifs d'impôts différés. Ces estimations sont chiffrées en prenant en considération l'expérience passée, les éléments connus à la clôture des comptes ainsi que des hypothèses raisonnables d'évolution. Les résultats réalisés ultérieurement pourraient donc présenter des différences par rapport à ces estimations.

4. Date de clôture

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes annuels au 28/02/19.

Toutes les sociétés ont leur exercice social qui commence le 1^{er} mars et se clôture le 28 février à l'exception de la société C3L qui clôture ses comptes au 31/12/18. La date de clôture de C3L n'étant pas antérieure de plus de trois mois à la date de clôture de l'exercice de consolidation et en l'absence d'opération significative survenue entre les deux dates, il n'a pas été nécessaire d'établir des comptes intermédiaires pour cette société.

L'exercice annuel clos le 28/02/19 a une durée de 12 mois.

Note 2. RISQUES ET INCERTITUDES

1. Risques fiscaux

EO2 a été contrôlée fiscalement au cours de l'exercice clos le 28/02/17. Les effets du redressement portent essentiellement sur le stock de déficits reportables qui se retrouve réduit en 2013, 2014 et 2015 pour être de nouveau reconstitué en 2016. Selon les calculs de la société, ce contrôle devrait se traduire par une charge complémentaire d'impôts sur les sociétés de 17 K€ (montant réglé au cours de l'exercice précédent). La réclamation formulée en 05/2017 est restée sans retour de l'administration fiscale.

En conséquence, une requête introductive d'instance a été déposée au Tribunal Administratif de Cergy Pontoise en novembre 2018, requête qui a été communiquée à l'administration fiscale qui n'a à ce jour pas produit de mémoire en défense ni eu l'injonction de le faire de la part du Tribunal.

Une vérification de comptabilité est en cours depuis le 08/03/2019 chez WEYA. Cette vérification porte sur les exercices clos les 28/02/2016, 28/02/2017 et 28/02/2018, période étendue jusqu'au 31/12/2018 en matière de TVA.

2. Contrôle URSSAF

EO2 a été contrôlée par l'URSSAF, lors de l'exercice précédent. Ce contrôle qui portait sur la période du 01/05/2015 au 28/02/18, s'est traduit par une charge exceptionnelle de 8 K€ sur l'exercice.

Note 3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

1. Principes de consolidation

EO2 exerçant un contrôle exclusif sur toutes les sociétés du périmètre, les sociétés sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement. La répartition des capitaux propres et du résultat des entreprises intégrées globalement est opérée sur la base du pourcentage d'intérêts de l'entreprise consolidante dans ces entreprises.

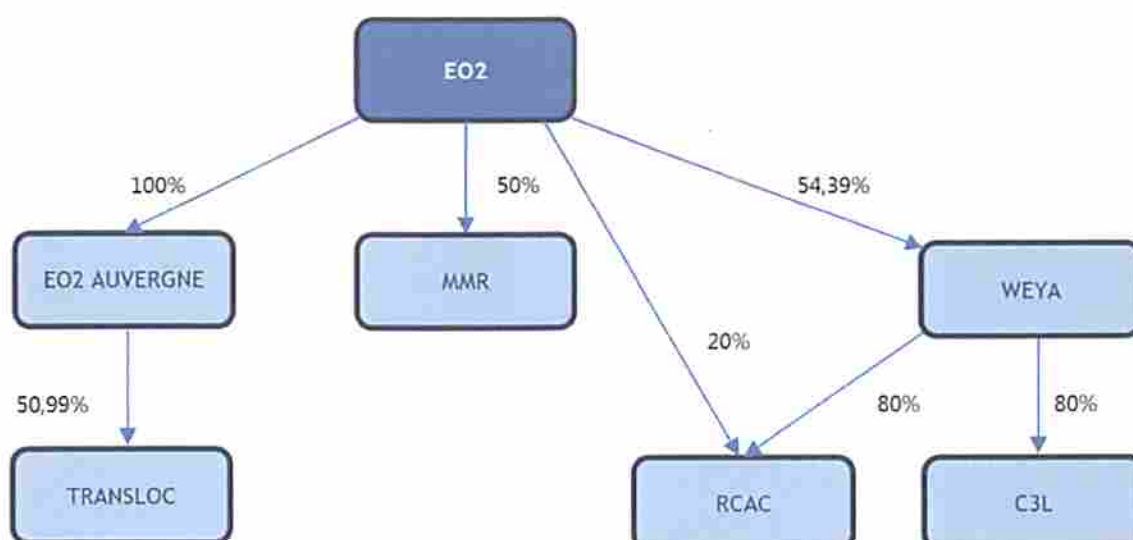
La répartition des capitaux propres et du résultat des entreprises intégrées globalement est opérée sur la base du pourcentage d'intérêts de l'entreprise consolidante dans ces entreprises.

Toutes les sociétés du groupe sont intégrées globalement.

2. Périmètre de consolidation

| Raison sociale | % d'intérêt | | Méthode de consolidation | % d de contrôle | | Adresse | Siren |
|-------------------------------------|-------------|------------|--------------------------|-----------------|------------|---|-------------|
| | 28/02/2019 | 28/02/2018 | | 28/02/2019 | 28/02/2018 | | |
| EO2 | | | Société mère | | | 36 Avenue Pierre Brossolette 92240 MALAKOFF | 493 169 932 |
| EO2 AUVERGNE | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | ZAC du Chateau 63470 SAINT GERMAIN PRES HERMENT | 500 300 306 |
| MMR | 50,00 | 50,00 | IG | 50,00 | 50,00 | Route de la mer 14550 BLANVILLE SUR ORNE | 484 764 329 |
| RESEAU DE CHALEUR D'ARDES SUR COUZE | 63,51 | 63,51 | IG | 100,00 | 100,00 | 714 Route d'Agichat 63420 ARDES | 791 800 733 |
| TRANSLOC SERVICES | 50,99 | 50,99 | IG | 50,99 | 50,99 | ZAC du Chateau 63470 SAINT GERMAIN PRES HERMENT | 438 812 323 |
| WEYA | 54,39 | 54,39 | IG | 61,70 | 61,70 | 36 Avenue Pierre Brossolette 92240 MALAKOFF | 511 315 046 |
| C3L | 43,51 | 43,51 | IG | 80,00 | 80,00 | Rue Colonel Rabier 58200 COSNE COURS SUR LOIRE | 824 094 163 |

3. Organigramme



Note 4. ECARTS D'ACQUISITION

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Ecarts d'acquisition ». L'écart d'acquisition positif est amorti ou non selon sa durée d'utilisation. Ainsi l'écart d'acquisition :

- dont la durée d'utilisation est limitée est amorti linéairement sur cette durée ou, si elle ne peut être déterminée de manière fiable, sur 10 ans. En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué.
- dont la durée d'utilisation est non limitée n'est pas amorti mais il fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.

Lorsque la valeur recouvrable actuelle de l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée. Celle-ci est définitive : elle ne peut pas être reprise, même en cas de retour à une situation plus favorable.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au passif au poste « Provisions pour risques et charges » et sont rapportés au résultat sur une durée qui reflète les hypothèses retenues et les conditions déterminées lors de l'acquisition (maximum 5 ans).

Les variations des écarts d'acquisition sur l'exercice sont les suivantes :

| Données en K€ | 28/02/18 | Variation par résultat | Variations de périmètre | 28/02/19 |
|---------------------------------------|------------|------------------------|-------------------------|-----------|
| Ecarts d'acquisition actif | 178 | | | 178 |
| Amortissements et dépréciations | (26) | (152) | | (178) |
| Ecart d'acquisition actif nets | 152 | (152) | | |
| Ecart d'acquisition passif | 36 | (8) | | 28 |

L'écart d'acquisition actif de 178 K€ lié à la société MMR a été déprécié intégralement sur l'exercice.

Note 5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées en application des règles issues du plan comptable général (CRC 99-03) et mises à jour par les règlements CRC 2002-10, CRC 2002-07 et CRC 2004-06 sur les actifs et leur dépréciation.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires, hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité (logiciels informatiques : de 1 à 3 ans, brevets : 7 ans)

Les actifs immobilisés sont soumis à des tests de dépréciation si des indices de perte de valeur tangibles existent en cours d'exercice ou à la clôture. Une provision pour dépréciation est constatée dans le cas où leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Les variations des immobilisations incorporelles sur l'exercice sont les suivantes :

| Données en K€ | 28/02/18 | Augmentation | Autres variations | 28/02/19 |
|---|--------------|--------------|-------------------|--------------|
| Frais d'établissement | 47 | | | 47 |
| Frais de développement | 21 | | | 21 |
| Concessions, brevets et droits similaires | 124 | 14 | | 137 |
| Immobilisations incorporelles brutes | 192 | 14 | | 205 |
| Amortissements des frais d'établissement | (47) | | | (47) |
| Amortissements des frais de développement | (9) | (5) | | (13) |
| Amorts concessions, brevets & droits similaires | (93) | (20) | (1) | (113) |
| Amortissements / immobilisations incorporelles | (149) | (24) | (1) | (174) |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | 12 | | | 7 |
| Concessions, brevets et droits similaires | 31 | | | 24 |
| Immobilisations incorporelles nettes | 43 | | | 32 |

Note 6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

- immobilisations décomposables : Le Groupe n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,

- immobilisations non décomposables : les durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés ont été maintenues.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- Agencements et aménagements des terrains : 6 à 10 ans*
- Constructions : 10 à 20 ans*
- Agencement des constructions : 12 ans*
- Matériel et outillage industriels : 5 ans*
- Agencements, aménagements, installations : 6 à 10 ans*
- Matériel de transport : 4 ans*
- Matériel de bureau, informatique et mobilier : 3 à 10 ans*
- Mobilier de bureau : 24 ans*
- Biens mis en concession : durée de la concession pour chaque contrat*

Les actifs immobilisés sont soumis à des tests de dépréciation si des indices de perte de valeur tangibles existent en cours d'exercice ou à la clôture. Une provision pour dépréciation est constatée dans le cas où leur valeur d'utilité pour Le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Comptabilisation des contrats de location-financement

Le Groupe applique la méthode préférentielle prévue dans le règlement 99-02 (paragraphe 300) du comité de la réglementation comptable. Les contrats de location financement dont le montant est jugé significatif sont retraités selon les modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités. Par opposition aux contrats de location financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers.

Les variations des immobilisations corporelles sur la période sont les suivantes :

| Données en K€ | 28/02/18 | Augmentation (Inv,Emp) | Diminution (Cess, Remb.) | Autres variations | 28/02/19 |
|---|----------------|---------------------------|-----------------------------|----------------------|----------------|
| Terrains | 279 | 12 | | | 291 |
| Terrains en crédit bail | 364 | | | | 364 |
| Aménagements de terrains | 3 | | | | 3 |
| Constructions | 914 | 85 | | | 998 |
| Constructions en crédit bail | 2 536 | | | | 2 536 |
| Matériel & outillage | 4 025 | 787 | (191) | 83 | 4 704 |
| Matériel & outillage en crédit-bail | 6 219 | | | | 6 219 |
| Autres immobilisations corporelles | 2 106 | 56 | (16) | 13 | 2 158 |
| Autres immobilisations corporelles en crédit-bail | 1 459 | 809 | (105) | 5 704 | 7 867 |
| Immobilisations corporelles en cours | 99 | 114 | | (83) | 130 |
| Immos corporelles en cours en crédit bail | 5 717 | | | (5 717) | |
| Immobilisations corporelles brutes | 23 720 | 1 863 | (312) | | 25 271 |
| Amort. sur agencements et aménagts de terrains | (2) | (0) | | 1 | (2) |
| Amortissements des constructions | (213) | (65) | | | (278) |
| Amortissements des constructions en crédit-bail | (789) | (85) | | | (874) |
| Amortissements du matériel & outillage | (2 158) | (397) | 187 | | (2 367) |
| Amorts du matériel & outillage en crédit-bail | (2 765) | (332) | | | (3 097) |
| Amortissements des autres immobilisations corp. | (629) | (136) | 15 | | (750) |
| Amorts des autres immos corp. En crédit-bail | (750) | (447) | 105 | | (1 091) |
| Amort. / immobilisations corporelles | (7 306) | (1 461) | 307 | 1 | (8 460) |
| Terrains | 279 | | | | 291 |
| Terrains en crédit bail | 364 | | | | 364 |
| Aménagements de terrains | 1 | | | | 1 |
| Constructions | 700 | | | | 720 |
| Constructions en crédit-bail | 1 747 | | | | 1 662 |
| Matériel & outillage | 1 867 | | | | 2 337 |
| Matériel & outillage en crédit-bail | 3 454 | | | | 3 122 |
| Autres immobilisations corporelles | 1 477 | | | | 1 408 |
| Autres immobilisations corporelles en crédit-bail | 709 | | | | 6 776 |
| Immobilisations corporelles en cours | 99 | | | | 130 |
| Immos corporelles en cours en crédit-bail | 5 717 | | | | |
| Immobilisations corporelles nettes | 16 413 | | | | 16 811 |

Le réseau de chauffage urbain ayant fait l'objet d'une convention de délégation de service public signée le 17/12/2015 pour une durée de 24 ans entre la municipalité de COSNE COURS SUR LOIRE et le groupement d'entreprises WEYA - VEOLIA a été mis en service au cours de l'exercice (reclassement d' « Immobilisations en cours en crédit-bail » à « Autres immobilisations corporelles en crédit-bail »).

L'ensemble des installations est opérationnel depuis le 01/06/2018 et représente un budget de 6 700 K€.

Note 7. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Elles comprennent principalement des cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participations non consolidées. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Les variations des immobilisations financières sur l'exercice sont les suivantes :

| Données en K€ | 28/02/18 | Augmentation | Diminution | 28/02/19 |
|--|------------|--------------|-------------|------------|
| Titres de participation | 1 | | | 1 |
| Autres immobilisations financières | 194 | | (56) | 138 |
| Immobilisations financières brutes | 195 | | (56) | 138 |
| / Titres de participation | (1) | | | (1) |
| Dépréciations / immobilisations financières | (1) | | | (1) |
| Titres de participation | (0) | | | |
| Autres immobilisations financières | 194 | | | 138 |
| Immobilisations financières nettes | 194 | | | 138 |

Les autres immobilisations financières sont des dépôts et cautionnements qui ne font l'objet d'aucune dépréciation et dont 127 K€ ont une échéance à plus d'un an.

Note 8. STOCKS ET ENCOURS

Les achats de matières premières sont évalués selon la méthode du premier entré - premier sorti :

- *pour la sciure, compte tenu de la rotation rapide des stocks, au prix du dernier mois,*
- *pour les déchets de bois, en fonction de leur coût d'achat des achats du mois compte tenu de la rotation rapide des stocks.*

Les achats de consommables et d'emballages sont évalués au dernier prix connu.

Les stocks de marchandises sont valorisés au dernier prix connu.

Les granulés ensachés et produits par la société, bien qu'interchangeables, sont des produits identifiables étant donné qu'ils portent un numéro d'inscription permettant de les différencier selon leur date de fabrication. Ainsi, les stocks de granulés ensachés sont valorisés à leur coût réel d'entrée.

Les granulés produits et stockés en vrac qui ne sont pas identifiables sont valorisés au coût unitaire moyen pondéré.

Les travaux en cours pour l'activité d'installation de réseaux de chaleur sont valorisés selon la méthode dite à « l'avancement » et font l'objet d'une comptabilisation en factures à établir ou en produits constatés d'avance. Une provision pour risques et charges est constatée, le cas échéant, pour tenir compte des pertes probables à terminaison

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes.

| Données en K€ | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|--|--------------|--------------|
| Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements | 1 260 | 1 493 |
| Travaux en-cours | | 41 |
| Produits intermédiaires finis | 884 | 2 216 |
| Stocks de marchandises | 131 | 143 |
| Stocks et en-cours bruts | 2 275 | 3 894 |
| Dépréciations / produits intermédiaires finis | | () |
| Dépréciations / stocks et en-cours | | 0 |
| Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements | 1 260 | 1 493 |
| Travaux en-cours | | 41 |
| Produits intermédiaires finis | 884 | 2 216 |
| Stocks de marchandises | 131 | 143 |
| Stocks et en-cours nets | 2 275 | 3 894 |

Note 9. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES, AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1. Analyse des créances

| Données en K€ | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|---|--------------|--------------|
| Clients et comptes rattachés | 4 216 | 3 969 |
| Créances sur personnel & org. Sociaux | 6 | 4 |
| Créances fiscales | 1 320 | 1 423 |
| Autres créances | 848 | 158 |
| Charges constatées d'avance | 234 | 197 |
| Créances brutes | 6 623 | 5 752 |
| Dépréciation / clients et comptes rattachés | (349) | (320) |
| Dépréciation / autres créances | (18) | (4) |
| Dépréciations / Créances | (367) | (324) |
| Clients et comptes rattachés nets | 3 867 | 3 650 |
| Créances sur personnel & org. Sociaux | 6 | 4 |
| Créances fiscales | 1 320 | 1 423 |
| Autres créances d'exploitation | 830 | 154 |
| Charges constatées d'avance | 234 | 197 |
| Autres créances et comptes de régularisation nets | 2 389 | 1 779 |
| Créances de l'actif circulant nettes | 6 256 | 5 429 |

Les autres créances comprennent une créance de 704 K€ à plus d'1 an correspond au solde de la subvention à recevoir de l'ADEME sur le financement du réseau de chauffage urbain. (solde soumis pour partie à condition de respect de certains critères de performance). A la clôture de l'exercice, l'engagement initial n'était pas intégralement respecté et laissait percevoir un risque de non versement du solde de la subvention de l'ordre de 5%. Cependant, la société disposant encore de toute l'année 2019 pour valider ce critère de performance, une estimation fiable de la validation ou non de ce critère n'a pu être déterminée. Par conséquent, aucun impact comptable n'a été constaté et la créance est classée à plus d'1 an car dénouée sur 2020.

2. Etat des échéances des créances

Toutes les créances de l'actif circulant ont une échéance à moins d'un an, à l'exception de la créance de 704 K€ liée à la subvention à recevoir de l'ADEME (voir note 9.1).

Note 10. IMPOTS DIFFERES

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale et des taux d'imposition en vigueur.

Les actifs d'impôts différés sont constatés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, qui permettra d'imputer les différences temporaires.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif (en provisions pour risques et charges) en position nette par entité fiscale.

Les sociétés EO2 et EO2 Auvergne forment un groupe d'intégration fiscale.

Les bases d'impôts différés et les impôts différés associés sont les suivants :

| Bases des sociétés intégrées | 28/02/2019 | | 28/02/2018 | | Variation de l'impôt différé |
|--|---------------|------------|----------------|--------------|------------------------------|
| | BASES D'IMPOT | IMPOT | BASES D'IMPOT | IMPOT | |
| Plus-values internes | 290 | 73 | 290 | 73 | |
| Provisions pour indemnités de retraite | 132 | 33 | 101 | 25 | 8 |
| Déficits fiscaux | 3 432 | 860 | 3 676 | 945 | (85) |
| Autres bases d'actif d'impôt | 43 | 12 | 79 | 22 | (10) |
| Totaux / Impôts différés actif | 3 898 | 978 | 4 146 | 1 065 | (87) |
| Subventions en capitaux propres | | | 4 354 | 1 109 | (1 109) |
| Provisions internes | 94 | 26 | | | 26 |
| Crédit-bail | 2 920 | 754 | 2 680 | 683 | 70 |
| Totaux / Impôts différés passif | 3 014 | 780 | 7 033 | 1 792 | (1 012) |
| IMPOTS DIFFERES NETS | 884 | 198 | (2 887) | (727) | 925 |
| ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES | | 198 | | 162 | |
| PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES | | | | 889 | |

Les impôts différés calculés au 28/02/19 ont été déterminés en tenant compte des nouvelles règles et taux d'impôts qui ont été votés au 31/12/18 appliqués en fonction du planning prévisionnel de réalisation des impôts.

Les impôts différés non activés au titre des déficits fiscaux s'élèvent à 1 113 K€ correspondant à 3 977 K€ de déficits reportables (1 189 K€ au 28/02/18 correspondant à 4 245 K€ de déficits reportables).

Note 11. DISPONIBILITES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Le poste « Disponibilités » est constitué des montants détenus en caisse et des avoirs en banque.

Le poste « Valeurs mobilières de placement » est constitué de comptes à terme.

| Données en K€ | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|---|--------------|--------------|
| Valeurs mobilières de placement | 72 | 125 |
| Disponibilités | 4 103 | 3 718 |
| Disponibilités et valeurs mobilières de placement brutes | 4 175 | 3 843 |
| Dépréciation sur valeurs mobilières de placement | | |
| Valeurs mobilières de placement | 72 | 125 |
| Disponibilités | 4 103 | 3 718 |
| Trésorerie à l'actif du bilan | 4 175 | 3 843 |

Note 12. CAPITAUX PROPRES PART GROUPE ET INTERETS MINORITAIRES

Les actions de la société mère qui sont détenues par la société mère sont comptabilisées en réduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

Les subventions d'investissement sont présentées en capitaux propres. Elles sont comptabilisées en résultat consolidé au même rythme que les amortissements pour dépréciation des immobilisations qu'elles permettent de financer.

1. Capital social

Le nombre d'actions au 28/02/19 est de 2 466 713 actions de 1 € de nominal. Il n'y a pas eu d'évolution sur l'exercice.

| Données en K€ | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|--|------------------|------------------|
| Nombre de titres | 2 466 713 | 2 466 713 |
| Valeur nominale (en euros) | 1,00 | 1,00 |
| CAPITAL SOCIAL (en euros) | 2 466 713 | 2 466 713 |
| Nombre d'actions en possession de l'entreprise | 56 685 | 11 099 |
| Nombre d'actions en circulation | 2 410 028 | 2 455 614 |

2. Intérêts minoritaires

| Données en K€ | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|--------------------------------------|--------------|--------------|
| Réserves attribuées aux minoritaires | 2 543 | 2 054 |
| Résultat des minoritaires | (82) | (142) |
| Intérêts minoritaires | 2 461 | 1 912 |

Note 13. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont comptabilisées dès lors que Le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers à la clôture résultant d'évènements passés et qu'il est probable qu'il devrait faire face à une sortie de ressources au profit d'un tiers sans contrepartie attendue. Ce poste comprend principalement les provisions pour litiges et contentieux en cours établies sur la base de l'estimation du risque encouru.

Provision pour grosses réparations :

Le groupe comptabilise une provision pour grosses réparations correspondant aux sous-consommations des dépenses d'entretien budgétées d'une installation en concession. Cette provision est comptabilisée parallèlement à la facturation annuelle sur la durée des contrats d'une redevance forfaitaire d'entretien. Dans le cas de surconsommation, la provision est reprise. Si les dépenses de gros entretien et de renouvellement budgétées sur la durée de la concession deviennent supérieures aux redevances à percevoir à cet effet, une provision complémentaire pour perte à terminaison est constatée.

Provisions pour indemnités de départ en retraite :

Le Groupe a adopté la méthode 1 de la recommandation ANC n°2013-02 pour l'évaluation et la comptabilisation de ses engagements de retraite et avantages similaires. Les engagements résultant des conventions collectives applicables aux sociétés du Groupe sont calculés salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue de départ en retraite et au prorata de l'ancienneté acquise rapportée à l'ancienneté future à l'âge de la retraite.

Les indemnités de départ à la retraite de la société sont calculées sur la base d'une actualisation des droits qui seront acquis par les salariés au moment de leur départ en retraite.

- Le départ intervient à l'initiative du salarié.
- L'âge de départ à la retraite est de 62 ans.
- Le coefficient de mortalité est issu de la table réglementaire TG05.
- Le taux de turn-over retenu est de 1 à 2%.
- Le taux d'actualisation retenu pour le calcul des engagements sociaux est de 1,6% inflation comprise.

L'évolution des provisions sur l'exercice est la suivante :

| Données en K€ | 28/02/18 | Dotations / variation | Reprises | 28/02/19 |
|--|--------------|--------------------------|-------------|------------|
| Provisions pour litiges | 108 | 66 | (26) | 149 |
| Autres provisions pour risques | | 35 | | 35 |
| Provisions pour pensions et retraites | 101 | 32 | (1) | 132 |
| Autres provisions pour charges | 40 | 69 | (40) | 69 |
| Sous-total provisions pour risques et charges | 250 | 202 | (67) | 385 |
| Ecart d'acquisition passif | 36 | | (8) | 28 |
| Impôts différés passif | 889 | (889) | | |
| Provisions pour risques et charges | 1 174 | (687) | (75) | 412 |

Note 14. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

1. Analyse des emprunts et dettes financières

| Données en K€ | 28/02/2018 | Augmentation | Diminution | Autres variations | 28/02/2019 |
|--|--------------|--------------|----------------|----------------------|--------------|
| Emprunts auprès des établissements de crédit | 2 414 | | (557) | | 1 857 |
| Dettes financières de crédit-bail | 5 047 | 445 | (797) | 704 | 5 396 |
| Autres emprunts et dettes assimilées | 50 | | | | 50 |
| Intérêts courus sur emprunts | 8 | | (1) | | 7 |
| Concours bancaires courants | 46 | (21) | | | 25 |
| Emprunts et dettes financières | 7 565 | 424 | (1 355) | 704 | 7 337 |

2. Echéancier des dettes financières

| Données en K€ | | Montant | moins d'un an | Plus d'un an Moins de 5 ans | A plus de 5 ans |
|--------------------------------------|-----------------------------|--------------|---------------|--------------------------------|-----------------|
| Emprunts auprès des ets de crédit | à plus d'un an à l'origine | 1 857 | 565 | 1 063 | 229 |
| | à un an maximum à l'origine | 25 | 25 | | |
| Dettes financières de crédit-bail | | 5 398 | 440 | 1 274 | 3 684 |
| Autres emprunts et dettes assimilées | | 50 | 13 | 37 | |
| Intérêts courus sur emprunts | | 7 | 7 | | |
| 28/02/2019 | | 7 337 | 1 050 | 2 373 | 3 913 |
| 28/02/2018 | | 7 565 | 1 415 | 2 703 | 3 447 |

Note 15. FOURNISSEURS, AUTRES DETTES D'EXPLOITATION ET COMPTES DE REGULARISATION

1. Analyse des dettes d'exploitation

| Données en K€ | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|---|--------------|--------------|
| Fournisseurs et comptes rattachés | 3 330 | 4 303 |
| Dettes sociales | 482 | 500 |
| Dettes fiscales | 393 | 567 |
| Dettes liées aux acquisition d'actifs | | 14 |
| Autres dettes | 53 | 18 |
| Comptes courants divers | 282 | 128 |
| Produits constatés d'avance | | 1 |
| Autres dettes et comptes de régularisation | 1 209 | 1 227 |
| Dettes d'exploitation | 4 539 | 5 530 |

2. Echéancier des dettes d'exploitation et comptes de régularisation

Toutes les dettes d'exploitation ont une échéance à moins d'un an.

Note 16. CHIFFRE D'AFFAIRES

| Données en K€ | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|--|---------------|---------------|
| Ventes de marchandises | 1 659 | 1 954 |
| Production vendue de biens | 18 972 | 14 661 |
| Prestations de services | 4 435 | 2 293 |
| Produits des activités annexes | 90 | 23 |
| Rabais, remises et ristournes accordés | (68) | (5) |
| Chiffre d'affaires réalisé en France | 25 088 | 18 926 |
| Ventes de marchandises | 10 | 315 |
| Production vendue de biens | 373 | 225 |
| Chiffre d'affaires réalisé à l'export | 383 | 539 |
| Chiffre d'affaires total | 25 471 | 19 465 |

Note 17. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Le poste « Production immobilisée » correspond à l'étude, à la conception et à la construction du réseau de chaleur sur la commune de Cosne Cours sur Loire exploité par la société C3L dans le cadre d'un contrat de délégation de service public. Les installations ont été mises en service le 30/06/18 (voir note 6).

| Données en K€ | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|--|--------------|--------------|
| Production stockée | (1 379) | 1 877 |
| Production immobilisée | 381 | 3 053 |
| Subventions d'exploitation | 2 | |
| Transferts de charges d'exploitation | 139 | 123 |
| Autres produits d'exploitation | 6 | 4 |
| Reprises de provisions | 154 | 168 |
| Reprises de provisions d'exploitation | 66 | 32 |
| Reprises de provisions retraite | 1 | 59 |
| Reprises de provisions / actif circulant | 87 | 77 |
| Autres produits d'exploitation | (697) | 5 226 |

Note 18. ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS

| Données en K€ | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|--|-----------------|-----------------|
| Achats de marchandises | (1 009) | (1 587) |
| Variation stocks de marchandises | (28) | (291) |
| Achat matières premières, fournitures & autres approv. | (8 878) | (8 507) |
| Var. stocks mp, fournit. & autres appro. | (212) | 205 |
| Achats et variations de stocks | (10 126) | (10 181) |

Note 19. AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

| Données en K€ | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|---|----------------|----------------|
| Achats non stockés de matières et fournitures | (2 019) | (1 952) |
| Achats d'études et prestations de services | (2 585) | (3 673) |
| Sous-traitance | (91) | (60) |
| Locations | (546) | (478) |
| Entretien | (507) | (507) |
| Primes d'assurances | (321) | (343) |
| Personnel détaché et interimaire | (229) | (177) |
| Rémun. d'intermédiaires & honoraires | (665) | (723) |
| Publicité, publications, relations publiques | (79) | (75) |
| Transport | (1 207) | (1 085) |
| Déplacements, missions et réceptions | (163) | (154) |
| Frais postaux et frais de télécommunications | (31) | (29) |
| Frais bancaires | (43) | (43) |
| Autres charges externes | (448) | (191) |
| Autres achats et charges externes | (8 934) | (9 488) |

Note 20. IMPOTS ET TAXES

| Données en K€ | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|-----------------------------------|--------------|--------------|
| Impôts et taxes sur rémunérations | (40) | (40) |
| Autres impôts et taxes | (197) | (115) |
| Impôts et taxes | (237) | (154) |

Note 21. CHARGES DE PERSONNEL

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à l'exercice a été porté au crédit du compte 649 – Charges de personnel – CICE.

Ce produit du CICE comptabilisé à la date de clôture vient en diminution des charges de personnel.

1. Charges de personnel

| Données en K€ | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|---|----------------|----------------|
| Rémunérations du personnel | (2 016) | (1 921) |
| Charges de sécurité sociales et de prévoyance | (855) | (865) |
| Autres charges de personnel | 50 | 79 |
| Charges de personnel | (2 821) | (2 706) |

2. Effectif moyen

| En nombre de personnes | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|------------------------|------------|------------|
| Cadres | 16 | 15 |
| Agents de maîtrise | 12 | 14 |
| Employés et ouvriers | 23 | 19 |
| TOTAUX | 51 | 48 |

Note 22. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS D'EXPLOITATION

| Données en K€ | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|---|----------------|----------------|
| Dotations aux amortissements sur immobilisations | (1 430) | (1 283) |
| Dot. aux provisions d'exploitation | (170) | (59) |
| Dot/Prov. engagements de retraite | (32) | (4) |
| Dotations pour dépr. des actifs circulants | (130) | (136) |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | (1 761) | (1 483) |

Note 23. RESULTAT FINANCIER

| Données en K€ | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|---|--------------|--------------|
| Autres produits financiers | 30 | 28 |
| Produits financiers | 30 | 28 |
| Charges d'intérêts | (113) | (107) |
| Charges d'intérêts liées au crédit-bail | (131) | (128) |
| Autres charges financières | (6) | (3) |
| Charges financières | (250) | (238) |
| RESULTAT FINANCIER | (220) | (210) |

Note 24. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale du Groupe.

| Données en K€ | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|--|-------------|-------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | 2 |
| Produits excep. s/ exercices antérieurs | | 1 |
| Produits de cession d'immobilisations | 130 | 44 |
| Subv. invest. virées au résultat de l'exercice | 177 | 114 |
| Autres produits exceptionnels | (0) | 16 |
| Transfert de charges exceptionnelles | 53 | |
| Produits exceptionnels | 360 | 176 |
| Charges exceptionnelles sur opération de gestion | (31) | (4) |
| Charges excep. sur exercices antérieurs | (0) | |
| Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés | (5) | (32) |
| Autres charges exceptionnelles | (53) | (0) |
| Charges exceptionnelles | (89) | (36) |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 270 | 140 |

Note 25. IMPOT SUR LES RESULTATS

Les sociétés EO2 et EO2 Auvergne forment un groupe d'intégration fiscale.

1. Ventilation de l'impôt sur les résultats

| Données en K€ | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|---------------------------------|--------------|-------------|
| Impôts différés | (184) | (13) |
| Impôt sur les bénéfices | | (43) |
| Impôts sur les résultats | (184) | (56) |

2. Preuve de l'impôt

| Données en K€ | 28/02/2019 | | 28/02/2018 | |
|--|--------------|----------------|--------------|----------------|
| | en valeur | en % | en valeur | en % |
| Résultat net des sociétés intégrées | 760 | | 554 | |
| Impôt sur les résultats | (184) | 19,48% | (56) | 9,14% |
| Résultat net avant impôt | 944 | 100,00% | 609 | 100,00% |
| Impôt théorique au taux en vigueur | (264) | 28,00% | (203) | 33,33% |
| Impôts liés aux différences permanentes | 10 | -1,02% | (23) | 3,70% |
| Incidence des pertes non activées | (88) | 9,34% | (67) | 10,92% |
| Imputation des pertes antérieures | 146 | -15,46% | 173 | -28,40% |
| Effet des différentiels de taux | (21) | 2,25% | (29) | 4,79% |
| Crédit d'impôt et régularisations d'impôt | 17 | -1,77% | (16) | 2,60% |
| Impôts différés précédemment non activés et désactivation | 18 | -1,87% | 109 | -17,81% |
| IMPOT ET TAUX REEL DE L'IMPOT (+)Produit, (-)Charge | (184) | 19,48% | (56) | 9,14% |

Note 26. RESULTAT DE BASE ET RESULTAT DILUE PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

En l'absence d'instruments dilutifs, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

| RESULTATS PAR ACTION | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|---|-------------|-------------|
| <i>Numérateur (en euros)</i> | | |
| Résultat net part du Groupe | 698 576 | 691 948 |
| <i>Dénominateur (en nombre d'actions)</i> | | |
| Nombre moyen d'actions de base | 2 410 028 | 2 455 614 |
| Nombre d'actions potentielles dilutives | | |
| Nombre moyen d'actions dilué | 2 410 028 | 2 455 614 |
| RESULTAT PAR ACTION (en euros) | 0,29 | 0,28 |
| RESULTAT DILUE PAR ACTION (en euros) | 0,29 | 0,28 |

Note 27. INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe a identifié deux principaux secteurs d'activité :

- *la fabrication, l'achat et la vente de combustibles à base de bois,*
- *la réalisation de services énergétiques (financement, installation de chaudières, livraison de combustibles et maintenance).*

Les activités accessoires du groupe sont incluses dans l'activité principale de fabrication, d'achat et de vente de combustibles à base de bois.

Le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation se ventilent par activités de la manière suivante :

| Données en K€ | Granulés de bois (combustibles de bois) | | Services énergétiques | |
|--------------------------------|---|---------------|-----------------------|--------------|
| | 28/02/2019 | 28/02/2018 | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
| Chiffre d'affaires | 21 013 | 17 124 | 4 458 | 2 341 |
| Résultat d'exploitation | 983 | 774 | (89) | (95) |

Note 28. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

| VARIATIONS NETTES (données en K€) | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|--|------------|--------------|
| Variation des stocks | 1 618 | (1 842) |
| Variation des avances et acptes versés sur commandes | 14 | (14) |
| Variation des clients | (217) | (156) |
| Variation des créances fiscales et sociales | 102 | (140) |
| Variation des autres créances d'exploitation | 14 | 70 |
| Variation des charges constatées d'avance | (36) | (65) |
| Variation des fournisseurs | (973) | 1 476 |
| Variation des dettes fiscales et sociales | (192) | (109) |
| Variation des autres dettes d'exploitation | 189 | 41 |
| Variation des produits constatés d'avance | (1) | (122) |
| TOTAUX | 518 | (861) |

Note 29. TRESORERIE DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

La trésorerie du tableau des flux de trésorerie est constituée des disponibilités desquelles il faut déduire les concours bancaires courants qui figurent au passif du bilan.

| Données en K€ | 28/02/2019 | 28/02/2018 |
|---|--------------|--------------|
| Trésorerie active | 4 175 | 3 843 |
| Concours bancaires (trésorerie passive) | (25) | (46) |
| Trésorerie nette | 4 150 | 3 797 |

Note 30. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture significatifs n'ayant pas donné lieu à un enregistrement dans les comptes consolidés.

Note 31. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 57 K€ (49 K€ en charges de l'exercice précédent).

Il s'agit exclusivement d'honoraires afférents à la certification des comptes.

Note 32. ENGAGEMENTS HORS BILAN

WEYA s'est engagée, dans le cadre de la délégation de service public conclue le 17/12/2015 pour une durée de 24 ans entre la ville de COSNE SUR LOIRE et le groupement d'entreprise WEYA-VEOLIA, à rester l'actionnaire ou l'associé majoritaire de la société C3L pendant la durée de la délégation de service public.

OSEO et EO2 se sont portés caution solidaire des prêts accordés par la Société générale et le Crédit agricole à RCAC. Le montant global des emprunts souscrit s'élève à 600 K€, à la clôture il reste 310 K€ à rembourser.

Dans le cadre du contrat de crédit-bail signé avec la BPI le 15/03/2017 et de la délégation de service, la société C3L s'est engagée :

- à ne pas contracter d'emprunt à moyen ou long terme en dehors d'apports en comptes courants et à ne pas souscrire d'engagement hors bilan ;
- à assurer les installations et l'activité, et à déléguer au profit du crédit bailleur les indemnités liées à ces contrats ;
- à nantir le contrat de crédit-bail en, faveur du crédit bailleur ;
- à effectuer des cessions DAILLY au profit des crédits bailleurs sur les créances de redevances liées aux contrats d'abonnements, de constructions WEYA, d'exploitations WEYA/VEOLIA EAU et de toutes sommes liées à la DSP.

Une garantie à première demande, délivrée par un organisme agréé par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L.612-1 du code monétaire et financier est fournie par le concessionnaire.

Depuis la réception des travaux cette garantie s'élève à 5% du montant du chiffre d'affaires prévisionnel annuel toutes taxes comprises du concessionnaire.

Note 33. REMUNERATION DES DIRIGEANTS

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.